

REPUBLIQUE DE POLOGNE

CENTRE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION



LA DECADE POLONAISE

INFORMATIONS SUR LA POLOGNE

paraissant le 10, le 20 et le 30 de chaque mois



LA COLLUSION GERMANO-SOVIÉTIQUE
CONTRE LA POLOGNE ET L'EUROPE

I. LES TRADITIONS 3

Le traité de Brest Litovsk 3

Rapallo 3

Coopération économique 3

Attitude de l'URSS envers les
puissance occidentales 4

Affinités de régimes 5

Visées internationales des Soviets... 6

II. LES CONVENTIONS DE 1939-1940 7

Pacte de non-agression du 23.VIII.39. 7

Accord du 28.IX.1939 7

Solidarité germano-soviétique 8

Traité commercial du 11.II.1940 9

III. LES CONSEQUENCES 10

Agression contre la Pologne 10

Le problème de l'Ukraine 11

Les Etats Baltes 12

La Finlande 13

Le Sud-Est 14

L'Occident 14

Terrain diplomatique 14

CONCLUSION 15

LA COLLUSION GERMANO-SOVIETIQUE
CONTRE LA POLOGNE ET L'EUROPE

I. LES TRADITIONS

" L'alliance de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne est cimentée par le sang ", lisons nous dans la réponse de Staline à la dépêche d'anniversaire envoyée par Ribbentrop. Il est difficile, vraiment, de constater la vérité avec plus de brutalité. L'infâme agression des Soviets contre la Pologne d'accord avec l'Allemagne, l'agression contre la Finlande, voilà des exemples de sang versé par les deux dictateurs, au nom de leurs buts communs.

Il est évident que l'URSS et l'Allemagne agissent en ce moment de commun accord. Devons nous croire, comme certains le voudraient, que cet état de choses est passager ?

Une brève analyse des relations germano-soviétiques de 1917 à 1939, peut nous donner une réponse à cette question.

Rien que la signature de la paix à Brzesó Litewski /Brest Litovsk/ en 1917 - 1918 fut à n'en pas douter un grand service que les bolchéviques rendirent aux Allemands. Mais c'est le traité de Rapallo en 1922 qui fut le véritable point de départ de la coopération russo-allemande, qui subit un léger affaiblissement au moment de l'arrivée au pouvoir de Hitler. Affaiblissement et non dissolution, car c'est précisément le régime hitlérien qui le 5 mai 1933, prolongea la durée du traité de Rapallo. De cette façon, on laissa la porte ouverte à une entente, qui fut en effet ratifiée par la signature du pacte de non agression, le 23.VIII.1939..

Depuis un certain temps, il est souvent question des contacts secrets entre l'Allemagne et les Soviets, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler.. Rejetant toutes suppositions fantaisistes à ce sujet, on est néanmoins obligé de constater objectivement, à la lumière d'un certain nombre de faits, que les relations ne furent jamais rompues et qu'on essaya de ne pas brûler les vaisseaux.

La coopération économique des deux états continua même durant les périodes de frottements de nature politique.

L'industrie soviétique est construite avec l'aide de machines et d'ingénieurs allemands, depuis le début des plans.

quinquennaux. La réduction du volume des échanges commerciaux pour 1933 ne fut pas amenée par des causes d'ordre politique, mais parce que le Reich n'était pas en état d'accorder les crédits à long terme que les Soviets demandaient. L'Allemagne est encore à la tête du commerce étranger des Soviets, pour l'exercice 1935-1936. Les spécialistes allemands demeurèrent en Russie jusqu'en 1936 et 1937.

Ce n'est que dans la seconde moitié de 1937 et en 1938 que les marchandises allemandes furent en partie remplacées par des marchandises américaines. C'est aussi l'époque des dissensions les plus aiguës entre les deux états, sur le terrain international. Mais déjà vers la fin de 1938, des tentatives de rapprochement économique entre l'Allemagne et les Soviets furent tentées et prirent ensuite la forme de négociations de grande envergure, aboutissant finalement, en août 1939, à un traité de commerce.

Du point de vue militaire, les contacts entre les deux pays étaient très importants du temps du général von Seeckt, chef de la Reichswehr, époque qui précéda la venue au pouvoir de Hitler. Ces contacts ne furent pas complètement rompus à l'époque du III Reich. Citons pour exemple, la visite à Berlin, d'Orłow, chef du II bureau de l'Armée Rouge, qui eut lieu sous le régime hitlérien.

C'est sur le terrain purement diplomatique que le conflit de l'Allemagne hitlérienne et de l'URSS se dessinait le plus nettement. Les Soviets, menacés en Extrême Orient par le Japon, favorisèrent pendant un certain temps /particulièrement en 1935 à 38/ une politique de sécurité collective, dont le but devait être de parer à une éventuelle agression de l'Allemagne. Une entente avec celle-ci, n'aurait-elle pas dû être considérée par l'URSS, comme le meilleur moyen de prévenir une agression de ce côté ? Le 23 août 1939 est une réponse à cette question.

Cette question prend une signification particulière si on examine de plus près l'attitude des Soviets envers les Puissances Occidentales après la guerre de 1914-1918.

Durant les premières années, les bolchéviques attaquent continuellement la France, en l'accusant de tendances interventionnistes. Plus tard, surtout entre 1924 et 1928, la place de l'"ennemi No 1" est prise par l'Angleterre.

Malgré certains efforts faits en vue d'atténuer les différends Anglo-Russes, en 1929, les motions votées par le XVI-ème congrès du Parti Communiste de l'URSS en juin 1930, parlent du danger de "l'intervention anglaise".

Mais ce qui est encore plus curieux, c'est la façon dont Staline touche à ce sujet, dans son exposé, au cours du XVIIème congrès du Parti, en janvier 1934, c'est à dire après l'arrivée au pouvoir de Hitler.

Plus tard, la propagande antianglaise officielle perd de son acuité. Les Soviets se sentent menacés par le Japon, puis par les plans d'expansion allemands vers l'Ukraine

et cherchent un rapprochement avec les états occidentaux. (B.D.I.C.)

Mais à l'intérieur, les agitateurs communistes continuent à parler de l'interventionisme anglais. Bien plus : en faisant allusion aux plans allemands concernant l'Ukraine, ils affirment que c'est Angleterre qui pousse l'Allemagne contre l'URSS afin de la détourner d'autres terrains plus dangereux pour l'Angleterre.

Le discours de Staline au XVIII^e congrès du Parti, en mars 1939, sur un rapprochement possible entre l'URSS et l'Allemagne, n'était donc pas une nouveauté, mais un retour à l'ancienne politique étrangère. Ici aussi, d'ailleurs, il fit allusion aux efforts de "certains états" pour pousser l'Allemagne à agir contre les Soviets, tout en accordant, d'autre part, peu d'importance aux plans "ukrainiens" du III^e Reich.

Cette déclaration de Staline ne fut pas unilatérale. En effet, l'attention générale avait été précédemment attirée par le fait que dans son exposé annuel au Reichstag, le 31. I. 1939, Hitler n'avait prononcé aucune attaque contre l'URSS, contrairement à ce qui était d'usage.

D'ailleurs, les sympathies pro-allemandes de Staline s'étaient manifestées plus d'une fois. Citons seulement l'interview accordée par lui à un journaliste américain, Roy Howard, en 1936, au cours de laquelle, quand on lui demanda quel était le peuple qu'il respectait le plus, Staline répondit le peuple allemand.

En analysant les relations germano-soviétiques, on a souvent surestimé les différences de ces régimes.

Que sont les Soviets, aujourd'hui ? Un état totalitaire dans toute l'acception du mot, régi par un appareil bureaucratique de l'état, ne faisant qu'un avec l'appareil bureaucratique du Parti Communiste de l'URSS.

L'évolution intérieure du régime hitlérien se déroule incontestablement dans la même direction. Les "Herman Goering's Werke" sont proches parents des trusts soviétiques, tandis qu'ils sont fondamentalement différents des entreprises capitalistes. Les chefs du mouvement hitlérien /par exemple Ley dans un article de l'"Angriff" cité par la Neue Zürcher Zeitung du 14.II/ et la presse allemande, parlent de la lutte contre le "capitalisme de la ploutocratie". On ne peut s'empêcher de penser que le système soviétique, conférant à l'appareil bureaucratique une toute-puissance absolue, inspire une certaine admiration aux chefs hitlériens qui sont, pour leur part, encore obligés de compter avec la bourgeoisie et les capitalistes, sans parler des derniers "junker", etc.

Tout ceci ne peut manquer de jouer un certain rôle dans la politique des Soviets. Contrairement aux affirmations que l'on rencontre fréquemment, Staline n'a pas

renoncé à soviétiser de nouveaux pays. Son programme, consistant à établir le socialisme dans un seul état, est la conséquence de nécessités extérieures /défaite de l'action révolutionnaire en Europe/ et intérieures /conservation de l'état de choses établi en URSS et accroissement de la puissance de l'Etat soviétique/.

Dans la " Lettre au Komsomolez Ivanov ", publiée par la Pravda, du 14. II. 1938, Staline souligne nettement que l'établissement du socialisme, dans un seul pays /URSS/ jusqu'à présent, n'est pas une raison de croire que l'on renonce à l'idée d'étendre le communisme à l'extérieur. Cela ne signifie pas non plus que l'URSS renonce à se défendre contre l'"encerclement capitaliste" et à renverser les barrières du capitalisme.

On trouve aussi la confirmation de ce fait dans les résolutions de la Conférence du Komintern de 1939 où il fut très nettement question de la nécessité de renforcer l'action internationale du "prolétariat".

Les Soviets n'ont confiance en aucun état "capitaliste". A l'époque où leur coopération avec les états occidentaux fut très étroite, les Soviets s'efforcèrent de se "garantir" de façon supplémentaire par l'arrivée au pouvoir des partis communistes locaux, dépendants de Moscou. L'échec du communisme en occident ne pouvait pas demeurer sans influence sur la politique de l'URSS.

Et l'Allemagne ? Lenine fut le premier à déclarer que le terrain le plus propice au développement de l'idée communiste, après l'Espagne, était l'Allemagne.

On rencontre fréquemment le désir de faire une différence entre la politique russe officielle et les buts du parti communiste de l'URSS ou du Komintern. Ce point de vue est certainement un malentendu. Le gouvernement soviétique et le Komintern ne sont que des agents du tout-puissant parti qui règle leur politique suivant les nécessités de la tactique internationale.

Dans ces conditions, l'alliance germano-soviétique ne peut être considérée comme passagère. Elle est, incontestablement, conforme aux grandes lignes de la politique des deux états et aux desseins des maîtres du Kremlin.

Sur le terrain du conflit mondial qui se déroule actuellement, cette alliance est un fait accompli et dont l'existence se confirme sur bien des terrains.

II. LES CONVENTIONS DE 1939-40

Le pacte de non-agression germano-soviétique, signé à Moscou le 23 Août 1939, constitue le premier document politique rendu publique, concernant la collaboration entre l'URSS et l'Allemagne hitlérienne.

Comparé aux autres pactes de non-agression signés par l'URSS, le texte de cet accord comportait une "nouveauité". En effet, les pactes précédents comprenaient une clause, prévoyant la possibilité de dénoncer l'accord dans le cas où une de deux parties contractantes aurait commis une agression vis à vis d'un tiers état.

Cette clause a été omise dans le pacte du 23.VIII.1939. Et pour cause ! C'est qu'en réalité, ce soi-disant pacte de non-agression devait constituer la base d'une politique d'expansion de deux impérialismes : du rouge et du brun.

Dans son commentaire, radiodiffusé à la conclusion du pacte, Molotoff a déclaré, que l'accord est entièrement conforme aux intérêts de l'URSS et de l'Allemagne, car dit-il. "les deux nations avaient toujours beaucoup perdu en s'opposant l'une à l'autre".

Il est incontestable que le plan d'une action commune a été esquissé en même temps, et l'agression contre la Pologne n'en constitue que la première étape.

Aussitôt après, le 28 Septembre 1939, Ribbentrop s'empresse de signer à Moscou le traité dit d'amitié mutuelle et la convention au sujet des frontières.

Si l'on considère que les deux états ont conclu le 23.VIII, en dehors du pacte de non-agression, une convention commerciale, on voit qu'à la date du 28.IX.1939 les deux partenaires se trouvaient en possession d'une base formelle suffisante pour assurer une collaboration future des deux pays.

Cette collaboration s'affirme de plus en plus, durant la période qui suit les premiers accords, et prend progressivement l'aspect d'un vaste plan d'action commune de l'URSS et de l'Allemagne sur le terrain international.

Des deux côtés, d'ailleurs, on souligne dès le premier moment le caractère définitif et durable des accords conclus.

Discours prononcé par Hitler
à l'Opéra Kroll le 6. X. 39

" Le passé nous a prouvé que les peuples des deux plus grands états d'Europe /l'Allemagne et la Russie/ ont été vraiment heureux aux époques où ils vivaient en bons termes. La grande guerre que l'Allemagne et la Russie se sont faite, a été la cause des malheurs de ces deux pays".

Après avoir souligné les "perfidés tentatives" des états capitalistes pour créer des dissensions entre l'URSS et l'Allemagne, tentatives qui n'eurent pas de résultat grâce au rapprochement germano-russe, Hitler continue :

" Il y a un mois déjà, j'ai déclaré au Reichstag, que la ratification du pacte de non agression germano-russe marquait un tournant de l'entière politique étrangère allemande. Le pacte d'intérêts /Interessenpakt/ signé par l'Allemagne et l'Union Soviétique nous apportera non seulement la paix, mais permettra une collaboration durable et heureuse"

Il déclara plus loin :

" Les deux Etats ont pris la ferme décision de ne tolérer aucune situation douteuse, pouvant devenir par la suite un ferment de discorde et de troubles extérieurs.

" L'Allemagne et la Russie ont tiré une ligne frontière nettement définie entre leurs zones d'intérêts; elles ont pris la résolution de veiller à l'ordre et au calme dans la partie qui leur appartient et d'éviter tout ce qui pourrait causer le moindre tort à l'autre partenaire".

Nous trouvons un pendant au discours du Führer dans l'exposé de Molotoff, fait le 31.X.1939 à la séance du Conseil Suprême de l'URSS.

Le commissaire du peuple affirma que le pacte de non agression du 23.VIII.39/et les accords ultérieurs/ ont mis fin aux "relations anormales qui existaient entre le Reich et l'URSS" et constituent une base solide de collaboration durable entre les deux états.

Molotoff a tenu à reprendre la thèse développée déjà par Hitler le 6.X. / et qui est, d'ailleurs plutôt une thèse soviétique qu'allemande/, affirmant que le rapprochement germano-soviétique a été réalisé "en dépit des efforts des autres états intéressés à maintenir l'état de tension entre les deux pays".

"Nous avons toujours été de cette opinion - a affirmé Molotoff - qu'une Allemagne forte est une condition nécessaire d'une paix solide en Europe".

En reprenant les thèses officielles de la propagande allemande, Molotoff s'est efforcé ensuite de démontrer, que l'Allemagne /après la "liquidation" du problème polonais/n'aspire qu'à la paix, et que ce sont les états capitalistes - l'Angleterre et la France - qui désirent prolonger la guerre.

Les deux complices tiennent à affirmer la durabilité des relations germano-soviétiques. Le thème est repris souvent par la presse de deux pays.

Il l'est aussi du côté officiel ; témoins les télégrammes échangés entre Hitler et Staline à l'occasion du jour de l'an.

Nous retrouvons les mêmes affirmations dans le discours de Hitler, prononcé le 31. I. 1940 ; le Führer y souligne que "les deux nations souhaitent leur mutuelle collaboration et sont prêtes à repousser par la force toute tentative de la ploutocratie anglaise et française pour les dissocier et les jeter l'une contre l'autre".

L'amitié "existant entre le grand état soviétique et le Reich" a été également soulignée dans l'allocution d'Hitler du 24.II.1940, faite en réponse à la déclaration de Chamberlain.

L'action commune sur le plan international exigea un resserrement de la collaboration économique. La convention commerciale du 23.VIII.1939 fut jugée insuffisante, et, après quelques mois de négociations laborieuses, l'Allemagne et l'URSS conclurent le 11.II.1940 le nouveau traité de commerce. Ce traité - à en croire les feuilles officielles et officieuses de deux partenaires - doit permettre le développement "gigantesque" des relations soviéto-allemandes dans le domaine économique et élever le niveau des échanges commerciaux bien au-dessus du plafond atteint dans le passé, c'est à dire avant la guerre.

Détail très important et caractéristique : conformément au nouvel accord, les Soviétiques devront donner accès à un grand nombre de techniciens et de spécialistes allemands, aux diverses branches de l'économie nationale. Ce fait est très significatif, car il ne faut pas oublier que Staline a éliminé presque complètement les spécialistes étrangers, durant la période 1935-1937. Le nombre des ingénieurs américains /seuls admis/ ne dépassait pas une vingtaine de personnes au commencement de l'année 1939 /un an plus tôt, il y en avait 200/, et plusieurs d'entre eux n'avaient pas le droit de pénétrer dans l'enceinte de l'usine où ils travaillaient comme experts. Et, pourtant, les Soviétiques n'avaient aucune raison de craindre "l'espionnage" américain, vu les bonnes relations existant en ce temps-là entre l'URSS et les Etats-Unis.

Mais les spécialistes soviétiques voyagent, eux aussi, en Allemagne. Il n'y a pas longtemps, une mission scientifique soviétique a rendu visite à Berlin et à Bratislava, comme capitale d'un "pays ami" /presse soviétique/.

La confiance règne entre les deux complices.

Les soviétiques attaquent "la politique impérialiste des capitalistes anglais et français" /M. Summer Welles lui-même s'est vu traiter d'agent du capitalisme international, par le "Troud" du 13.II.40/.

Hitler tonne contre "les hyènes capitales" dans son discours du 24.II.40. Le même jour, M.Ley fait une déclaration destinée à la presse étrangère et énonce des principes, dignes de n'importe quel chef de la Russie stalinienne.

Et l'armée ?

Le D.N.B. a tenu à souligner dans sa dépêche de Moscou /26.II.40/, que ce sont "les trois représentants de l'armée allemande à Moscou qui ont félicité les premiers /de tous les attachés militaires étrangers/, le Maréchal Woroschiloff à l'occasion de 22-ème anniversaire de la création de l'armée rouge.

En même temps, à Berlin, les généraux von Keitel et von Brauchitsch assistaient à la réception organisée à cette même occasion par l'Ambassade des Soviets, etc'est ce dernier qui prononça un discours plein de louanges sur l'armée rouge et son rôle dans le "développement" de l'URSS. /D.N.B. 25.II.1940/.

III. LES CONSEQUENCES

A g r e s s i o n c o n t r e l a P o l o g n e .

La Pologne a été le premier état européen victime de la collusion germano-soviétique.

Le 17 Septembre 1939, en dépit de multiples assurances données précédemment par l'URSS, les troupes rouges franchirent la frontière et occupèrent la partie orientale du pays, en portant en même temps un coup décisif à l'armée polonaise luttant depuis deux semaines contre l'autre envahisseur.

Comme "justification" de cette abominable agression, les Soviets ont évoqué la prétendue "nécessité de "protéger les populations ukrainiennes et ruthènes-blanches" !/ note soviétique remise à l'Ambassadeur de Pologne à Moscou dans la nuit du 16 au 17.IX.1939/.

Le 28 septembre, après deux semaines de discussions les deux complices se mirent d'accord sur la ligne de démarcation à établir à travers le territoire polonais, cette ligne qu'Hitler qualifiera plus tard dans son discours à l'Opéra Kroll /6.X.1939/ comme "une claire délimitation des zones d'intérêts" des deux pays.

Le but de la politique germano-soviétique était nettement déterminé : il s'agissait de détruire l'Etat Polonais.

Au moment de la ratification du pacte de non-agression du 23.VIII, avant l'ouverture des hostilités, la presse de deux futurs agresseurs annonçait déjà, qu'ils avaient "un plan commun concernant le problème polonais".

L'agression germanique du 1 Septembre, et l'attaque

bolchévique qui l'a suivi ont démontré clairement en quoi ce plan consistait.

Les chefs des deux pays ne se gênèrent, d'ailleurs, nullement pour déclarer que "l'Etat polonais se trouvait en pleine décomposition" /Molotoff le 31.X.1939/ et que "ni l'Allemagne, ni l'URSS ne pouvaient tolérer l'Etat polonais tel qu'il était avant la guerre" /Hitler, 6.X.39/.

Les occupants à l'oeuvre. On entend dire souvent que la Russie et l'Allemagne se trouvent "automatiquement" en opposition dès qu'elles possèdent une frontière commune.

Hitler et Staline s'efforcent de démontrer à tout prix que cette assertion est fautive.

On nous a annoncé récemment /12.II.1940/ que les travaux de délimitation entre les territoires occupés par les Allemands et les Soviétiques ont pris fin. Les agences officielles de deux parties ont tenu à souligner, à cette occasion, la cordialité de l'atmosphère entourant les travaux de la commission mixte.

Mais les contacts des occupants ne se limitent guère aux questions d'ordre purement technique.

Les Ukrainiens. Le 11 Février 1940 les représentants de l'Allemagne et de l'URSS ont signé un arrangement spécial d'après lequel tous les "Ukrainiens, Ruthènes et Ruthènes - Blancs" /texte du communiqué de D.N.B. du 11.II.40/ se trouvant en territoire polonais occupé par les Allemands, devront être transférés en territoire occupé par les Soviétiques entre le 18.II.1940 et le 1.III.1940..

Cet arrangement prouve qu'à l'heure actuelle les Soviets et le Reich sont en train de "régler" la question ukrainienne, qu'on a considéré longtemps comme un des principaux sujets de litige entre les deux Etats totalitaires. Cet arrangement est d'ailleurs, conforme à la déclaration d'Hitler faite à l'Opéra Kroll /6.X.1940/, où le Führer nia les "prétendues visées allemandes d'expansion vers l'est" en citant en particulier le problème ukrainien.

D'après la dépêche du D.N.B. du 19.II.40, concernant le transfert dont il est question plus haut, la première "tranche" comprendrait de 30 à 40 milles personnes, appartenant en premier lieu aux classes intellectuelles. Cette nouvelle est particulièrement intéressante, car, comme on le sait, plusieurs nationalistes ukrainiens ont fui devant l'armée rouge envahissant la Pologne Orientale sur le territoire occupé par les Allemands. Actuellement, ils devront être livrés aux Rouges.

Mouvements de troupes. On connaît également la présence de troupes allemandes en Pologne Orientale, qui, d'ailleurs, semble servir aussi de point de transit pour certaines formations militaires allemandes s'acheminant plus loin vers l'Est, ou plutôt, vers le Sud-Est. Ceci prouve de la façon la plus frappante que la collaboration germano-soviétique devient de plus en plus étroite, même dans le domaine purement militaire.

Loyauté réciproque. Les Allemands s'élèvent en même temps /D.N.B. 3.II.40/ contre "les fausses assertions émanant de certaines sources étrangères et concernant le prétendu désordre des transports soviétiques en Pologne Orientale".

Comme on le voit, le III Reich n'admet pas qu'on puisse mettre en doute la loyauté des amis soviétiques, en particulier dans une question aussi importante que le transit à travers le territoire occupé, de marchandises provenant de Roumanie, ou de l'URSS.

Attitude vis à vis de la population. L'identité de vue sur la politique à suivre, se manifeste aussi dans l'attitude des deux envahisseurs vis à vis de la population des territoires occupés : les uns et les autres tendent à tout prix à affaiblir l'élément polonais.

Les autorités soviétiques déportent des milliers de Polonais de toutes classes dans les différentes parties de l'URSS /la Sibérie y comprise/, sous divers prétextes, comme par exemple liquidation du chômage des intellectuels, ou, le plus souvent, sans aucun prétexte. La Guépéou a la grande habitude de ces transferts.

Sous l'occupation allemande, par un simple décret, le Maréchal Göring dépouille de leurs biens des centaines de milliers de paysans et de propriétaires fonciers polonais.

La complaisance mutuelle des Allemands et des Bolchéviques va si loin, que le D.N.B. peut se référer /le 12.II.40/ aux voix de la presse soviétique, qui souligne "la grande impression" produite à Moscou lors de la publication par le III Reich, des "documents" concernant les prétendues atrocités polonaises commises sur la minorité allemande en Pologne.

Et le 28.I.1940 l'agence TASS proteste contre les émissions de Radio Vatican concernant les persécutions de la population polonaise, dans les territoires occupé par les Allemands.

Les Etats Baltes. Le problème polonais ne constitue pas l'unique exemple de la complicité germano-soviétique.

En septembre et au commencement d'octobre, l'URSS réalisa une mainmise complète sur les états baltes /Estonie, Lettonie, Lithuanie/. Les accords dits d'assistance mutuelle



furent conclus et , en vertu de ces accords, les garnisons soviétiques s'établirent sur leurs territoires. De plus, plusieurs bases maritimes et d'aviation ont été créées par l'URSS dans ces pays.

En ce qui concerne les relations économiques, le commerce extérieur de ces pays se trouve presque totalement sous le contrôle de l'URSS /et de l'Allemagne/.

En même temps, le complice allemand s'est empressé de conclure des conventions concernant le transfert des Allemands baltes dans le Reich. De cette façon, Hitler a voulu rassurer l'URSS et souligner le fait que le Reich a abandonné ses plans d'expansion de ce côté-là.

La presse allemande ne manque, d'ailleurs, jamais une occasion d'exprimer la satisfaction que lui causa la mainmise soviétique sur l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie. Il suffit de citer par exemple les dépêches de D.N.B. du 2.II.40 sur : 1/ le départ de la mission militaire lithuanienne pour Moscou, 2/ l'anniversaire de la conclusion du traité de Dorpat entre l'Estonie et l'URSS. Dans les deux cas, l'agence officielle allemande a tenu à souligner que l'Allemagne est directement intéressée dans le resserrement des relations entre l'URSS et ces deux pays.

La Finlande. Et la Finlande ? On en parle beaucoup en ce moment.

Nous nous bornerons à donner un exemple très caractéristique de la collusion germano-soviétique concernant la Finlande et les états scandinaves en général, en citant ci-dessous ce petit "duo" des deux partenaires:

D.N.B.16.II.40/Berlin/ :

"
dépêche du D.N.B. d'après le "Völkischer Beobachter"/ s'efforçant de démontrer que les déboires de l'armée rouge en Finlande doivent être surtout attribués aux conditions climatiques, car "on ne sait rien à Berlin au sujet des prétendus manques de cette armée en ce qui concerne l'équipement, le commandement, etc".; l'agence allemande accuse en plus l'Angleterre de se mêler des affaires "intérieures" de la Finlande et de faire de la propagande anti-soviétique dans les états neutres.

D.N.B. 19.II.40 et 20.II.40 /Berlin/

publie de nouvelles attaques contre les alliés à cause de l'aide promise à la Finlande.

La "Komsomorskaya Prawda" et

la "Prawda" du 20.II.40 :

attaquent l'Angleterre à cause de l'affaire de l'Altmark ; les deux feuilles moscovites accusent les Alliés de vouloir exploiter la Scandinavie /et la Finlande/ comme une base militaire contre l'Allemagne.

La "Deutsche Diplomatisch-Politische Korrespondenz"
et la "Krasnaya Zvezda"/Étoile Rouge/du 21.II.40/D.N.B./:
d'après ces deux feuilles, l'intervention des
Alliés dans le conflit finnois a pour but l'organisa-
tion d'une attaque contre l'Alle-
magne.

Le "Hamburger Fremdenblatt" du 21.II.40 /D.N.B./:
d'après ce journal hitlérien, les "politiciens" al-
liés ne songent qu'à attaquer l'URSS
et l'Allemagne, aussi bien par
le Nord / Scandinavie / que par
le Sud / Caucase /.

Cette feuille met les points sur les "i" ; le "duo"
continue tous les jours qui suivent.

Le Sud - Est. On peut observer une attitude
identique au sujet d'autres problèmes internationaux.

Le D.N.B. /7.II.40/ attaque les alliés à cause "de
leurs efforts pour créer un front anti - so-
viétique sur la Mer Noire".

La presse allemande et soviétique échangent "de bons
procédés", à l'occasion de la conférence balka-
nique.

La conclusion de l'accord commer-
cial soviéto-bulgare a provoqué les com-
mentaires favorables de la presse allemande.

L'Occident. La thèse classique de la pro-
pagande allemande, à savoir la prétendue "exploitation" de l'allié
français par l'Angleterre a trouvé un défenseur dans la "Prawda"
du 16.II.40.

Terrain diplomatique. On pour-
rait citer plusieurs exemples du même genre.

L'attitude de la presse est conforme à la réalité.
En effet même l'examen le plus sommaire de la situation inter-
nationale, prouve que la diplomatie de deux
complices fait preuve d'un maxi-
mum de compréhension mutuelle, dans
le but de faciliter la réalisation
de leurs plans /et, en fin de compte, des plans
communs .../ ; c'est pourquoi la collaboration entre ces deux
états est parfois camouflée avec tant de zèle.

Du côté allemand le camouflage fut pratiqué au début
du conflit russo-finnois.

Cela se repète actuellement du côté des Balkans où l'URSS met temporairement la sourdine à ces revendications balkaniques /Bessarabie/, dans le but de faciliter le jeu de l'Allemagne, qui s'efforce de ménager autant que possible les susceptibilités italiennes.

Pendant ce temps les officines du Komintern secondent dans le monde entier la propagande de M. Goebbels en diffusant les thèses politiques du Reich.

CONCLUSION

L'URSS et l'Allemagne marchent aujourd'hui la main dans la main. Les intérêts de l'un sont devenus les intérêts de l'autre.

Quant à l'intérêt de toutes les autres nations, il est indiscutable, qu'il consistera à détruire ces deux foyers de barbarie qui menacent la civilisation du monde entier.

---oo0oo---

LE GENERAL SIKORSKI PRONONCE UN DISCOURS
D'UNE PORTEE HISTORIQUE INTERNATIONALE.

Angers, 1er Mars 1940

Le Président du Conseil de Pologne vient de prononcer une émouvante allocution radiodiffusée à l'intention de ses compatriotes demeurés dans le pays.

En des paroles inspirées il s'excusa auprès d'eux de ne pas leur parler aussi souvent qu'il souhaiterait; mais s'il leur parle rarement, c'est qu'il "préfère travailler et lutter pour la cause polonaise et ne songer qu'à la délivrance de la patrie."

Après avoir résumé les négociations qui ont abouti à la signature d'importants accords politiques, militaires, aériens et maritimes avec la France et la Grande-Bretagne et indiqué qu'un nouvel accord touchant l'aviation lourde de bombardement serait conclu prochainement, le Chef du Gouvernement polonais s'exprima en ces termes:

"Alors que nous renforçons nos alliances par de nouvelles assises, alors que sur les cendres et les ruines nous reconstruisons l'Etat et son Armée, je tiens, mes Chers Compatriotes, à partager avec vous mon inébranlable foi en l'avenir. La guerre qui consiste actuellement à faire le siège de l'ennemi et qui, demain, deviendra une guerre offensive, cette guerre sera conduite jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire. Aucun doute n'est permis à ce sujet. Comme l'ont déclaré maintes fois les grands chefs des gouvernements alliés, le but de la guerre actuelle est la libération de l'Europe de la tyrannie barbare des dictateurs. Si la nation polonaise qui décida la première de résister à l'attaque de l'envahisseur hitlérien qui, sans égard aux sacrifices prit sur soi de remplir sa mission de couverture, - la nation polonaise retrouvera dans le monde la place qui lui revient parmi les peuples libres."

Le Général Sikorski déclara ensuite que le sort de la guerre se décidera "sur terre, dans les airs et sur mer", où les forces armées de la Pologne, regroupées avec diligence en pays libres, ont un

grand rôle à remplir; mais le sort de la guerre, se jouera de même sur les territoires occupés par l'ennemi, car de l'attitude partout admirée et estimée du peuple polonais, dépendra aussi l'issue victorieuse de la lutte."

"Victime d'une oppression sanglante - s'écrie le Président du Conseil - vous portez haut l'honneur de la nation ! Votre instinct s'est montré infailible dans cette dure épreuve. Forts de votre confiance, nous comptons sur votre discipline, sur votre solidarité, sur votre force morale, et sur votre volonté de résistance, lorsque les heures décisives auront sonnées!

Le Général Sikorski poursuit - "Ni les exécutions barbares, ni les assassinats en masse, qui n'épargnent même pas les enfants, ni les transplantations inhumaines, ni la déportation abominable des professeurs de Cracovie, dont plus d'un paya de sa vie et les autres de leur santé leur fidélité à l'indépendance du pays et à sa mission historique, ni le régime de la terreur physique et morale, insultant à l'humanité, ni le pillage cynique et méthodique des biens publics et privés, rien ne saurait faire plier l'esprit national.

"La Pologne baigne dans le sang, mais le sang versé a renforcé la foi de la nation dans ses propres forces, dans les valeurs indestructibles qu'elle porte en soi. Combien misérable apparaît la bestialité des Allemands, leur corruption, leur cynisme ou l'ignorance et la misère physique et morale des Bolchéviques, en face de l'attitude héroïque des Polonais!

"L'occupation des territoires conquis constitue un témoignage effrayant de ce que sont devenus l'ordre et le respect des droits de la personne humaine pendant la guerre. Rien de comparable à ce que fut l'occupation durant la guerre de 1914. Le cynisme et la cruauté des occupants ne feront illusion à personne; s'acharner sur une population sans défense ne donne pas la preuve du courage et de la force. Le système hitlérien accuse partout sa faiblesse,

une morale défaillante, la corruption et le chaos. Qu'on lui porte un bon coup et il s'effondrera. M.Ley annonçait dernièrement combien cruel serait le sort des Polonais dans les territoires provisoirement rattachés au Reich. Il veut bien leur reconnaître le rôle d'esclaves. Il annonce à grand fracas au monde entier qu'un million de Polonais vont être envoyés en Allemagne, sans doute pour soutenir par leur travail les cadres affaiblis de l'économie allemande.

"C'est avec la même arrogance teutonique qu'Hitler parlait, il y a quelques jours. Mais ces hauts cris ne nous effraieront pas plus qu'ils ne nous trompent, car nous savons combien peu ils sont fondés, et nous connaissons la paille qui fera éclater cet acier..."

Le Président du Conseil parle ensuite de la misère sans nom dont souffrent ses compatriotes. Il déclare que son Gouvernement fait tout ce qui est humainement possible de faire, pour soulager leur peine, et pour mobiliser la conscience du monde. Il fait état du refus brutal opposé par les Allemands et les Bolchéviques à toute aide pour la Pologne, même pour les enfants, les femmes et les vieillards.

"Face au monde civilisé, déclare-t-il, les trois gouvernements alliés de France, de Grande-Bretagne et de Pologne protesteront bientôt contre les atrocités commises dans les territoires occupés. Bien que cet appel ne contienne pas, pour des raisons évidentes, tout ce qu'on pourrait dire à ce sujet, l'action du Vatican et de l'opinion publique de tous pays amènera peut-être les occupants à se ressaisir à temps. Il faut que les Allemands sachent bien que pour tous les crimes qu'ils auront commis ou inspirés, ils répondront personnellement en temps voulu.

"Les citoyens polonais des provinces orientales - ajoute le Chef du Gouvernement - ne se laissent pas tromper par les faux bruits qui leur parviennent. C'est la nation polonaise qui décidera de son régime au moyen d'élections libres et démocratiques. Les

institutions bolchéviques qui ne répondent en aucune façon aux moeurs de la population qui habite ces régions, crouleront d'elles-mêmes dès que les envahisseurs en auront été chassés. Le pays sera reconstruit sur le principe de la justice sociale, et les droits des paysans à la terre recevront en particulier des solutions concrètes et fermes.

"La nation polonaise n'était point hostile à la Russie soviétique. La politique de la Pologne était toujours une politique de paix. La Russie commit une trahison, en attaquant par derrière la Pologne, non sans avoir convenu du moment avec l'Allemagne. Depuis, nous sommes en guerre avec la Russie aussi bien qu'avec l'Allemagne. La guerre avec la Finlande n'est qu'un exemple de plus de cette politique de trahison. En Pologne elle a été simplement une politique de pillage et de partage mutuel des dépouilles entre Hitler et Staline. Après la trahison, vient la terreur et la misère de l'occupation soviétique. La mort par la faim est le sort de tous les patriotes. Ainsi Staline a montré son vrai visage et tel est le symbole du brigandage bolchévique.

"Le Gouvernement Polonais n'ignore rien du martyre des Polonais, des Ukrainiens et des Blancs-Russiens. De même que la guerre russo-finnoise a dévoilé la faiblesse des armées soviétiques, de même les crimes, commis par les bolchéviques sur le territoire polonais, auront ouvert les yeux au monde sur ce qu'est vraiment le "paradis communiste". J'en appelle à tous tous, résistez, solidaires, en gardant intacte votre foi dans la victoire finale des Alliés. Elle sera la victoire de la justice et du droit des nations civilisées. En particulier, rappelez-vous, Ukrainiens, que comme nous Polonais, vous êtes menacés de mort aussi bien par les Allemands que par les Russes. Vos prétentions envers la Pologne qu'elles soient justes ou non, vous dérobent trop souvent l'essentiel. Votre avenir se trouve en Ukraine, actuellement sous la domination soviétique. Ce n'est point Staline, ni la Russie impérialiste, mais la

Pologne et l'Ukraine qui doivent trouver les règles communes de leurs relations mutuelles.

"Le temps des gestes romantiques est passé. La guerre fondroyante prédite par les Allemands sur le front occidental est une absurdité, et leurs inventions et armes secrètes dont l'efficacité serait terrifiante, un pur chantage. La supériorité militaire des Alliés est visible; elle s'accroît de jour en jour. Les événements actuels et surtout la guerre finlandaise et bien d'autres problèmes qu'elle fait naître, pourraient fort bien hâter l'effondrement de l'ennemi.

Le Général Sikorski conclut que malgré la faiblesse réelle de l'ennemi, mieux vaut se préparer à une guerre longue. Notre devoir dit-il est de la prévoir telle, pour vaincre plus sûrement.

"Mes chers compatriotes, nous ne vivons que dans l'idée de vous secourir et d'écourter votre épreuve. C'est cette seule pensée et cette préoccupation constante qui nous unit tous ici, comme vous êtes unis, vous-mêmes, dans la mère patrie.

"Plus encore que des martyrs, vous êtes les soldats d'une nouvelle Pologne, puissante, juste pour tous ses citoyens et qui, avec l'aide de Dieu, renaîtra bientôt de la victoire commune."